



Lettre n°42 du 9 mars 2018

Au sommaire :

- Engageons le bras de fer - *Laurent Delage*
- La lutte des femmes pour l'égalité des sexes et l'émancipation : un combat de classe international et internationaliste - *Isabelle Ufferte*
- Intégrer les apports de l'écologie à notre critique du capitalisme sur le terrain de la lutte des classes - *Bruno Bajou*

Engageons le bras de fer

Une campagne médiatique et mensongère est lancée contre les cheminots, accusés d'être responsables de la dette de la SNCF avec leurs prétendus « privilèges ». Le gouvernement, qui s'y connaît en privilégiés avec sa douzaine de ministres millionnaires, étale toute sa morgue. Castaner se félicite de « mettre sur la table les tabous et les privilèges ». Macron, interpellé par un travailleur de la SNCF, répond : « Je suis petit-fils de cheminot, allez voir les agriculteurs, ils n'ont pas de statut... faut pas raconter de craques aux gens. (...) Vous n'avez pas le même rythme que mon grand-père qui était cheminot »... Il sait de quoi il parle, lui l'ex-banquier d'affaire devenu millionnaire chez Rothschild !

Privilégiés les cheminots ? Comme tous les salariés, ils ont vu leurs droits diminuer ces dernières années, sur les retraites, les conditions de travail, les salaires. En fait, derrière la charge contre leur statut, il y a surtout la volonté de précariser les travailleurs. Pour le gouvernement et les patrons, bénéficier d'une relative sécurité de l'emploi est un privilège intolérable !

Pour connaître de vrais privilégiés, il suffit de lire le dernier classement Forbes des 40 milliardaires français... hors évasion fiscale bien entendu. Le 1^{er} d'entre eux, Arnault, patron de LVMH, a vu sa fortune flamber en un an de 41,5 milliards de dollars à 72 milliards. Pinault, autre patron du luxe, est passé de 15,7 milliards de dollars à 27 milliards. Voilà ceux que le gouvernement sert avec autant de zèle !

Préparer la riposte et pas la « concertation »

Le 26 février, Philippe a annoncé le recours aux ordonnances avant l'été pour imposer la fin du statut des cheminots et la privatisation partielle. Macron veut aller vite, comme pour les ordonnances sur le code du travail.

Malgré ces annonces, l'intersyndicale du lendemain a décidé... d'attendre, Brun de la CGT déclarant : « Si le 15 mars, nous constatons que le gouvernement est dans la logique d'un passage en force, c'est-à-dire qu'il maintient son projet en l'état, alors il y aura grève à la SNCF ». L'UNSA ferroviaire a été encore plus explicite : « Nous avons fait le choix de la responsabilité et de la concertation. Nous devons rencontrer, à leur invitation, les pouvoirs publics ».

Au lieu d'accuser, de mobiliser, de faire de la contre-propagande face au gouvernement, l'intersyndicale se justifie, jouant le jeu du « dialogue social » dont elle est dupe. Elle donne ainsi du temps au pouvoir et à la direction de la SNCF qui mènent leur offensive politique.

Ainsi, Pepy vient d'annoncer les résultats 2017 : le bénéfice a plus que doublé, atteignant 1,3 milliard d'euros suite aux réductions de coûts sur le dos du personnel. De quoi susciter bien des appétits chez ces opérateurs que le gouvernement vient de convier à une première concertation le 5 mars : Transdev (filiale du groupe Caisse des Dépôts), DB, Trenitalia se frottent déjà les mains devant les 400 millions de voyages annuels (plus 1 milliard sur le réseau francilien) que représente la SNCF.

Mais Pepy a bien sûr conclu en déplorant « une dette nette de 46,6 milliards d'euros, qui a encore augmenté de 1,7 milliard en 2017 ». Les bénéfices pour attirer les actionnaires, la dette pour justifier les mauvais coups contre les cheminots et les usagers !

Mais cette fameuse dette est le produit de la politique de l'Etat, pas la responsabilité des cheminots ! En 1990, elle représentait 30 milliards d'euros. Elle s'est envolée lorsque l'Etat a décidé le tout TGV, en laissant la SNCF financer les infrastructures. Un vrai pactole pour les banquiers, qui soutirent entre 1,5 et 1,7 milliard d'intérêts par an à la SNCF,

les Bouygues, Alstom et Cie. Les voilà les vrais privilégiés qui s'enrichissent de la dette publique ! Et quel problème y-aurait-il à ce qu'un service public, utile à la population, ne soit pas « rentable » au sens capitaliste du terme et s'endette ?

Face au gouvernement, il n'y aura que la lutte et la mobilisation. Il faut en finir avec cette politique du « *dialogue social* » usée jusqu'à la corde, avec ce jeu de rôle de « *partenaires sociaux* », en s'appuyant au contraire sur la colère et la révolte suscitées par la politique du gouvernement, à la SNCF et ailleurs.

Le gouvernement craint que les mouvements de contestation ne fassent tâche d'huile. C'est bien cela qu'il faut construire, en arrêtant les reculades et les justifications.

Une offensive contre l'ensemble des travailleurs

La journée du 22 mars, appelée par la Fonction publique et les cheminots (CGT, CFDT, Sud-Rail pour le moment) peut être une étape importante vers cette convergence des luttes. Mais cela signifie formuler un programme, des revendications unifiantes permettant aux salariés de se retrouver et passer à l'offensive. De ce point de vue, la seule question de la défense des services publics ne peut suffire, même si elle est parfaitement légitime au vu des attaques cumulées des gouvernements successifs. Discutons aujourd'hui d'un programme de lutte pour les salaires, pour imposer l'interdiction des licenciements, la titularisation des contrats précaires, les embauches massives dans la Fonction publique,... qui en finisse avec les reculs.

La contre-réforme ferroviaire, c'est une attaque contre tous les travailleurs, un élément d'une offensive globale, tout comme le plan de 120 000 suppressions d'emplois dans la Fonction publique, les licenciements et la menace de fermeture de l'usine Ford, les salaires à reculons alors que les bénéfices battent des records comme à Air France et à PSA. Partout les salariés sont « *trop chers* », avec ou sans statut. Le gouvernement veut gagner une bataille politique, se venger de 95 où les cheminots avaient contraint Juppé à reculer.

C'est bien un bras de fer qui est engagé, une nouvelle défaite serait lourde de conséquences donnant les mains libres aux patrons contre les travailleurs pour tirer toujours plus de profits pour le compte des actionnaires. C'est d'autant plus révoltant que les profits explosent littéralement aujourd'hui. Le CAC 40 vient de réaliser sa meilleure année depuis 10 ans avec des bénéfices en hausse de 21,3 % sur un an, atteignant près de 92 milliards d'euros !

Face à cette offensive, les directions syndicales en restent à leur politique d'émiettement des luttes, à l'image de la CGT qui a lancé une campagne pour faire connaître les « *lutttes gagnantes* » sectorielles. Les travailleurs savent bien que c'est par les luttes que les choses peuvent changer. Ce qui

manque, c'est la confiance et une politique. Comment imposer un coup d'arrêt à cette offensive du gouvernement qui leur semble hors d'atteinte ? On ne peut se contenter d'une réponse entreprise par entreprise, on ne peut esquiver la question de l'affrontement face au pouvoir, ce qui signifie faire de la politique par nos luttes, dans la rue, par les grèves pour inverser la situation.

Nos luttes, la seule vraie opposition politique au gouvernement

Les mécontentements s'accumulent face à la politique du gouvernement. Le mensonge des petites retraites qui ne seraient pas touchées par l'augmentation de la CSG révolte bien des retraités qui font leurs comptes aujourd'hui... surtout quand ils mesurent les cadeaux faits aux riches avec l'ISF. Le 15 mars, ils seront nombreux dans la rue, vu les échos de la campagne menée par les Unions locales, sur les marchés, etc.

Le même jour, les Ehpad appellent aussi à la grève, en colère après l'annonce d'une enveloppe de 50 millions d'euros par la ministre pour ce secteur employant 400 000 salariés dans des conditions insupportables aujourd'hui. Dans les hôpitaux, les cliniques, les mouvements de grève et les débrayages se poursuivent un peu partout, gagnent partiellement dans des conflits parfois longs, pour réclamer du personnel ou contre la politique des directions hospitalières qui cherchent à faire encore plus d'économies sur le dos des salariés. Pour réclamer aussi du salaire, en particulier dans les cliniques privées où c'est le ras-le-bol des bas salaires !

Le 23 mars, l'ensemble des salariés d'Air France seront en grève face au mépris de la direction qui reste sur ses 1 % d'augmentation après la grève réussie du 22 février. Après 6 ans de blocage des salaires, 10 000 suppressions de postes et 1,5 milliard d'euros de bénéfices en 2017, les salariés réclament 6 % d'augmentation.

A cela s'ajoute la politique réactionnaire de ce gouvernement, comme la loi Collomb, qui cherche à réduire le droit d'asile et à expulser plus facilement les migrants. Cette loi est d'autant plus révoltante que la politique de l'impérialisme français est en grande partie responsable des guerres et de la misère que fuient les migrants. Le 17 mars, cette colère s'exprimera elle aussi dans la rue.

A travers chaque préparation de chaque mobilisation, le 15, le 17, le 22, le 23, il nous faut discuter, rassembler pour construire la seule vraie opposition politique à ce gouvernement. Il nous faut penser chaque lutte comme un élément d'une lutte d'ensemble, renforcer la conscience de classe, seuls moyens de préparer cet indispensable affrontement face à ce pouvoir des riches.

Laurent Delage

La lutte des femmes pour l'égalité des sexes et l'émancipation : un combat de classe international et internationaliste

En 1910, lors de la deuxième conférence internationale des femmes socialistes dont elle était à l'initiative, Clara Zetkin, militante du parti social-démocratie allemand, proposait que « *les femmes socialistes de tous les pays organisent tous les ans une journée des femmes* », militant pour que le mouvement socialiste intègre le combat pour l'émancipation des femmes travailleuses car, expliquait-elle, « *L'émancipation de la femme comme celle de tout le genre humain ne deviendra réalité que le jour où le travail s'émancipera du capital. C'est seulement dans la société socialiste que les femmes comme les travailleurs accéderont à la pleine possession de leurs droits* ».

En mars de l'année suivante, un million de femmes manifestaient en Europe.

Le 8 mars 1917, à Saint-Pétersbourg, les ouvrières descendaient dans la rue à l'occasion de cette journée et appelaient les travailleurs à les rejoindre pour exiger du pain et la paix. Une journée qui allait être la première d'une révolution dont une des premières décisions a été d'accorder le droit de vote aux femmes. En octobre 1917, Alexandra Kollontaï, membre de la direction du parti bolchevik, devenait commissaire du peuple, première femme ministre de l'histoire. Et en 1920, la Russie allait être le premier pays au monde à légaliser l'IVG.

Dans le monde entier, le 8 mars est resté une journée de lutte des femmes pour l'égalité des sexes et l'émancipation. Et quelle qu'aient été depuis les tentatives d'institutionnalisation de cette journée par tous ceux qui, tout en se revendiquant des « droits des femmes », travaillent à la perpétuation d'un ordre social qui les maintient dans une situation subalterne parce qu'il repose sur l'exploitation, la lutte des femmes porte en elle une dimension profondément subversive. Elle conteste l'ordre établi, les pouvoirs, les Eglises de toute obédience, tous ceux qui cherchent à régenter la vie et le corps des femmes pour mieux imposer le pouvoir des classes dominantes sur l'ensemble de la société.

Ce 8 mars 2018 a été marqué dans le monde par des manifestations massives, d'une ampleur inégalée dans plusieurs pays. En Espagne, plus de cinq millions de femmes ont fait grève, se rassemblant dans toutes les villes, perturbant les transports, les médias, l'ensemble de la vie économique. A Manille, les femmes ont défilé au cri de « *faire échouer la dictature* », exigeant le départ du président Duterte, accusé de viol. En Inde, où des « survivantes » défigurées par des attaques au vitriol ont pris la tête de manifestations, au Mexique, au Bangladesh, au Kenya, en Turquie, en Corée... des millions de femmes se sont élevées contre l'oppression.

Sur les lieux de travail

Le mouvement #MeToo a mis sur le devant de la scène le harcèlement sexuel et machiste subi par les femmes, en

particulier au travail, dans les relations de pouvoir. Parti de l'industrie du cinéma américaine après les révélations concernant Weinstein, le mouvement a touché le monde entier en quelques jours. De nombreuses femmes ont rompu le silence et dénoncé les violences sexuelles et sexistes subies dans le cadre de relations hiérarchiques, même si ce sont surtout des femmes aux positions sociales fortes qui y sont parvenues, la chose étant bien plus difficile pour l'immense majorité dans les classes les plus exploitées.

Si le capitalisme a « libéré » les femmes de l'enfermement du foyer, ayant besoin de main d'œuvre nombreuse et peu chère, il les a soumises à la violence de l'exploitation, les a mises en concurrence avec leurs compagnons, s'en servant pour baisser les salaires et en premier lieu les leurs. Aujourd'hui en France, malgré la loi sur l'égalité des salaires, les femmes gagnent 9% de moins que les hommes à travail équivalent et 24% de moins en moyenne si on ne tient pas compte du poste.

Les femmes travailleuses sont les premières confrontées à la violence sexiste, au harcèlement sexuel et à la discrimination sociale. « Femmes de ménage », « bonnes » ou « nounous », ouvrières peu qualifiées et surtout peu payées, enchaînant les petits boulots, les temps partiels, orientées dès l'adolescence vers des métiers « féminins », aides-soignantes, auxiliaires de vie, caissières, secrétaires... elles sont les premières à subir les allusions sexuelles, les mains baladeuses, le harcèlement de chefs sûrs de leur impunité, la dévalorisation et l'intimidation, le mépris social. Selon une récente étude, en France, 20 % des femmes déclarent avoir été victimes de harcèlement sexuel au travail mais 75 % d'entre elles ne sont pas parvenues à en parler.

Sur tous les continents

Les femmes sont directement victimes des reculs sociaux et des préjugés qui divisent les opprimé-e-s. Dans nombre de pays, ce qui semblait acquis est remis en question. Les réactionnaires de tous poils sont à l'offensive, tels en Europe l'Eglise catholique et les réseaux lobbyistes pro-life puissants, en croisade contre le droit à l'IVG. C'est le cas en Pologne, en Hongrie, au Portugal, en Russie, en Espagne ou en Italie où bien que l'IVG soit légale, plus de 70 % des médecins refusent de la pratiquer (80 % à Rome)... et dans une moindre mesure en France.

Dans le monde entier, des femmes se battent contre la situation qui leur est faite, contre l'oppression, les relations sexuelles imposées, les violences, l'enfermement. En Iran, où l'oppression des femmes et la religion sont des piliers du pouvoir des classes dominantes, des femmes se révoltent publiquement contre l'obligation du port du voile. Plusieurs dizaines ont ces dernières semaines été arrêtées et emprisonnées pour avoir ôté leur voile, défiant le pouvoir et les religieux. Le 7 mars, l'une d'elle a été condamnée à

2 ans de prison dont 3 mois ferme pour avoir « *encouragé la corruption morale en public* ».

D'un continent à l'autre, chaque lutte est un encouragement, un élément d'un mouvement général. En Amérique latine, le mouvement « *Ni una menos* » contre les féminicides, parti d'Argentine, s'est étendu au Pérou, au Chili, à l'Uruguay... En 2014 au Bangladesh, la grève de milliers d'ouvrières travaillant pour le compte de multinationales du coton et du textile, victimes d'une exploitation féroce et de nombreux accidents et incendies dans des ateliers insalubres, a provoqué un mouvement international de solidarité ouvrière.

Une lutte universelle contre tous les obscurantismes

Certains voudraient remettre en cause l'universalité de la lutte des femmes pour l'émancipation. Comme si pouvaient exister des féminismes différents, certains en mode dégradé en fonction des pays, de la couleur de la peau, de la religion dominante. Comme s'il ne s'agissait pas d'un seul et même combat contre l'arriération et les oppressions, les violences sociale, politique, physique et psychologique faites aux femmes, par delà les continents...

Le « droit » à la liberté et à la maîtrise de son corps et de sa sexualité, l'accès plein et entier à la contraception et à l'avortement, à l'éducation, à la culture, aux loisirs, à l'espace public, à la vie sociale comme au combat politique, sont des exigences fondamentales, universelles.

La soumission qu'imposent les religions, la crainte qu'elles suintent, sont dans le monde entier des armes au service des exploiters. Les femmes sont les premières à subir la brutalité des injonctions des curés, imams, et autres papes, rabbins... dont celle de ne pas « tenter » les hommes et de cacher leur corps en tout ou partie, sous peine de châtement.

La femme, « *proie et servante de la volupté collective* » dénonçait le jeune Marx en 1844, est « coupable » par essence. La religion lui interdit le plaisir, son corps n'a pour fonction que de réjouir l'autre sexe et enfanter. Aujourd'hui encore, d'innombrables femmes dans le monde subissent des mutilations, l'ablation du clitoris, sont violées, lapidées, vitriolées, mariées de force, répudiées... ou meurent sous les coups d'un homme.

Le degré d'émancipation des femmes, mesure de l'émancipation générale

« *Dans chaque société, le degré d'émancipation des femmes est la mesure naturelle de l'émancipation générale* » écrivait en 1808 le socialiste utopiste Charles Fourier. La lutte pour l'émancipation et contre les oppressions ne se divise pas, ne se hiérarchise pas et ne peut se penser que dans le cadre du combat pour « *l'émancipation générale* ».

Alors que la social démocratie allemande faisait campagne pour le droit de vote des femmes, en 1912, Rosa Luxemburg écrivait : « *Le suffrage féminin, c'est le but. Mais le mouvement de masse qui pourra l'obtenir n'est pas que l'affaire des femmes, mais une préoccupation de classe commune des femmes et des hommes du prolétariat. Le manque actuel de droits pour les femmes en Allemagne n'est qu'un maillon de la chaîne qui entrave la vie du peuple. [...] En vérité, notre Etat est intéressé à priver de vote les femmes travailleuses et elles seules. Il craint à juste titre qu'elles n'en viennent à menacer les institutions traditionnelles du pouvoir de classe. [...] A part quelques-unes d'entre elles, qui exercent une activité ou une profession, les femmes de la bourgeoisie ne participent pas à la production sociale. Elles ne sont rien d'autre que des consommatrices de la plus-value que leurs hommes extorquent au prolétariat. Elles sont les parasites des parasites du corps social. [...] Les femmes des classes détentrices de la propriété défendront toujours fanatiquement l'exploitation et l'asservissement du peuple travailleur, duquel elles reçoivent indirectement les moyens de leur existence socialement inutile* ».

Continuité du 8 mars, la lutte pour le socialisme, pour l'émancipation de toutes et... tous

Notre 8 mars s'inscrit dans la continuité de l'appel de la conférence internationale des femmes socialistes de 1910, de celui des ouvrières de Saint-Petersbourg le 8 mars 1917. Il ne se réduit pas, à proprement parler, au combat pour les « droits des femmes », aussi fondamentaux soient-ils. Nous ne faisons pas que demander des « droits », nous exigeons la disparition de toutes les discriminations, de toutes les oppressions, et nous battons pour l'émancipation générale de toutes et tous.

L'oppression des femmes, comme l'ensemble des oppressions et discriminations ne peut être abolie sans la remise en cause des rapports de propriété, de domination, sans abolition de toute hiérarchie et de toute relation de pouvoir d'un individu sur un-e autre, sans contester le pouvoir à la minorité d'exploiteurs. Dans le cadre capitaliste, toute avancée, aussi importante et urgente soit-elle, ne peut-être que précaire, en permanence menacée.

Dans ce combat global, les femmes ont une place essentielle à prendre, non pas à côté mais au cœur du combat pour l'émancipation. Nous avons pour cela besoin de nous extraire de la situation de victime dans laquelle veulent nous enfermer les classes dominantes et leurs institutions, leur morale, pour oser parler pleinement, à égalité, la voix de la révolution. Pour tracer la voie vers une société socialiste et communiste, permettant l'épanouissement de toutes les individualités.

Isabelle Ufferte

Intégrer les apports de l'écologie à notre critique du capitalisme sur le terrain de la lutte des classes

L'ampleur inédite prise par la crise écologique, notamment par la crise climatique, rend nécessaire d'intégrer cette question au débat stratégique sur la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société. L'urgence de la question que soulignent, année après année, les rapports de plus en plus alarmants des milieux scientifiques, comme les conséquences dramatiques déjà largement visibles à travers le monde, peuvent même conduire à penser qu'il faut en faire non seulement une question centrale mais la priorité et l'urgence absolue.

En réalité, la vraie discussion est celle des réponses à apporter ou, plus précisément de savoir quelles transformations sont nécessaires pour que l'humanité soit à même de répondre à cette question dont l'urgence ne fait aucun doute. Cela signifie discuter de comment nous analysons les causes de cette crise, comment elle s'intègre à notre critique du capitalisme et quelles réponses nous pouvons mettre en avant du point de vue de la lutte des classes, en toute solidarité mais surtout en toute indépendance des différents courants de l'écologie politique.

Ainsi, dans le cadre du Congrès de la IV^{ème} internationale, deux textes sur la crise écologique étaient en débat, tous les deux se revendiquant de la démarche écosocialiste et posant le problème de cette articulation entre la critique du capitalisme et les luttes écologiques.

Intégrer les apports de l'écologie à notre programme socialiste ne veut pas dire lui ajouter un préfixe « éco » comme s'il s'agissait de faire la synthèse de deux critiques différentes, indépendantes : la critique sociale, de classe du capitalisme et une critique écologique plus générale, au-dessus des classes...

La catastrophe écologique actuelle est une des conséquences de la crise globale du capitalisme à l'heure de la mondialisation. Nous devons en chercher les causes profondes dans les contradictions même du fonctionnement du système capitalisme. La critique du capitalisme ne peut se réduire à une dénonciation du productivisme, de la société de consommation, de la croissance économique car les responsabilités du capitalisme sont bien plus profondes, bien plus fondamentales que celles pointées par cette critique d'un productivisme abstrait et sans contenu de classe faite par l'écologie politique. Le capitalisme est fondamentalement incapable d'organiser de façon rationnelle, responsable, égalitaire et démocratique la production de biens utiles aux hommes à l'échelle de la planète. Cette incapacité est liée à la nature même du mode de production capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production, dans le cadre d'une économie de marché, dont le moteur est la course au profit le plus immédiat et qui entraîne la mise en concurrence des peuples et des travailleurs comme le pillage de l'environnement. C'est sur le terrain de la lutte des classes que la critique marxiste du capitalisme permet de lier la question écologique et

la question sociale dans une même lutte contre la domination de toute l'économie mondiale par une poignée de multinationales, contre la domination de la bourgeoisie. Face à la responsabilité du capitalisme, comme face à son incapacité à y faire face, l'urgence de la crise écologique c'est d'abord l'urgence de l'affirmation d'une perspective de transformation révolutionnaire de la société comme seule issue possible, en combattant pour cela tous les raisonnements qui voudraient faire oublier la lutte des classes au nom d'une lutte éthique, universelle pour la défense de l'environnement... Or c'est bien une ambiguïté contenue dans la démarche des camarades écosocialistes.

Le premier texte « *La destruction capitaliste de l'environnement et l'alternative écosocialiste* », proposé par la majorité de la Commission écologie de l'Internationale s'inscrit et développe la démarche écosocialiste. S'il affirme bien l'idée qu'il n'y a pas de solution à la crise écologique sans remise en cause du capitalisme, il développe un « *programme de transition écologique* » et la perspective d'un « *gouvernement écosocialiste* » qui lui donne un débouché gouvernemental bien loin d'une perspective révolutionnaire. Le deuxième texte, présenté comme alternatif, « *Un coup de semonce civilisationnel et une réponse écosocialiste* » d'Alan Davies dissocie quant à lui complètement la lutte écologique, dont la priorité absolue ne permettrait pas d'attendre une hypothétique révolution, de la critique du capitalisme pour finir par s'aligner sur le terrain des solutions institutionnelles qui montrent pourtant leurs échecs depuis des décennies.

« Urgence climatique » et ambiguïté de l'écosocialisme

Les arguments d'Alan Davies ne sont pas très originaux, mais ils montrent jusqu'où peut conduire le fait de faire de l'écologie, au nom de l'urgence de la situation, une question à part, au-dessus de la lutte des classes.

Le point de départ de son raisonnement est la question de la responsabilité du capitalisme : « *La question qui se pose cependant, et qui reste controversée, n'est pas de savoir si le capitalisme est écologiquement destructeur, mais si la crise environnementale et climatique peut être réduite au rôle du capitalisme - comme cela est souvent implicite dans les textes des marxistes et des environmentalistes socialistes. (...) Il est donc temps d'accepter, aussi inconfortable que ce soit, qu'en dépit de sa capacité destructrice inégalée, le capitalisme n'est pas le seul défi environnemental de la planète. Les humains modernes, « homo sapiens », c'est-à-dire nous-mêmes, ont également joué et continuent, de même, à jouer un rôle destructeur majeur.* »

Dire que ce n'est pas le capitalisme qui est responsable de la crise climatique mais d'une façon plus générale « *l'homme moderne* », « *nous* », revient à renoncer à chercher dans ses contradictions l'origine de la crise écologique. La

critique du capitalisme fait alors place à une critique de la consommation, de la croissance, de la démographie... « *Nous ne pouvons pas longtemps éviter la question démographique, c'est-à-dire la croissance de la population, qui est indissociable de la croissance économique puisqu'elle est l'un des principaux moteurs de la croissance économique.* »

C'est la porte ouverte à l'alignement sur tous les raisonnements malthusiens, décroissants, qui ne formulent d'autres solutions à la crise écologique que de réduire la croissance, limiter la population. De tels raisonnements réapparaissent à chaque fois qu'au nom de l'écologie, la critique sociale est remplacée par la critique d'une Humanité abstraite, d'un développement économique sans contenu de classe. C'est le même raisonnement qui est défendu par les défenseurs du concept d'Anthropocène, qui désignerait l'époque où l'impact des activités humaines est devenu prépondérant sur l'environnement mais en ignorant totalement la réalité sociale concrète de cette activité humaine, à savoir les rapports de classe qui structurent la société capitaliste.

La conséquence d'un tel raisonnement est que si la crise écologique n'est pas liée au capitalisme, les solutions à cette crise non plus. Elles ne sont donc pas à chercher sur le terrain de la lutte sociale, et encore moins dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société et du socialisme.

Ainsi Alan Davies l'explique lui-même : « *Cela ne signifie cependant pas - ce qui est la logique du texte de la Commission - avec une grande partie de la gauche radicale - que la solution à la crise écologique actuelle est le renversement et le remplacement du capitalisme dans le monde entier dans les deux ou trois prochaines décennies. (...) En effet, alors que la catastrophe écologique est imminente il y a peu d'indices en ce qui concerne la révolution écosocialiste mondiale. En fait, concrètement, si la révolution écosocialiste mondiale, dans les deux ou trois prochaines décennies, est la solution au réchauffement de la planète, alors il n'y a pas de solution au réchauffement de la planète.* »

Au nom de l'urgence de la situation, tout doit être subordonné à la recherche de solutions « *ici et maintenant* », « *qui donnent aux gens de l'espoir* », ce qui en réalité conduit à quitter le terrain de la lutte anticapitaliste, et même tout simplement de la critique sociale pour s'adapter à toutes les éco-platitudes du moment... et espérer que les grands de ce monde, gouvernements, multinationales, banques mettent en place de bonnes mesures de régulation du capitalisme ! Le texte se termine ainsi en demandant que la IV^{ème} internationale reprenne les propositions du type de celles de James Hansen, un universitaire américain de l'Université de Columbia, militant de la cause climatique, qui propose une nouvelle mouture de taxe sur le carbone pour « *rendre les combustibles fossiles beaucoup plus coûteux par une méthode socialement juste, économiquement redistributive et capable de susciter un soutien populaire de masse* ». Comme si une quelconque

mesure fiscale pouvait être capable de réguler le capitalisme vers plus de redistribution et de justice sociale, en clair d'enrayer la folle logique de la course aux profits et des ravages sociaux et environnementaux qu'elle entraîne, sans affrontement de classe avec les multinationales qui mettent l'ensemble de la planète en coupe réglée.

Il n'y a pas de solution au réchauffement de la planète sans changement du mode de production auquel conduit toute l'évolution sociale qui le rend nécessaire et possible. Le raisonnement que tiennent les camarades est symptomatique du piège qu'il y a à faire de la crise climatique un problème à part, dont l'urgence justifierait de ne pas le lier au combat de classe contre le système capitaliste.

Intégrer la question écologique à un programme transitoire

Le texte de la majorité de la Commission écologie réaffirme, lui, clairement le lien entre crise climatique et capitalisme et par conséquent la nécessité d'une « *(...) éradication totale et globale du capitalisme en tant que mode de production de l'existence sociale. Cette éradication est en effet la condition sine qua non d'une gestion rationnelle, économe et prudente des échanges de matières entre l'humanité et le reste de la nature.* » Dans cette perspective, il met en avant la nécessité d'une socialisation du secteur énergétique, du secteur du crédit, l'abolition de la propriété privée des ressources naturelles...

Mais l'ambiguïté du texte est dans le décalage entre l'affirmation d'une telle perspective révolutionnaire et la difficulté à la traduire comme une orientation politique inscrite dans la lutte des classes.

Comme « *Un fossé profond sépare cette alternative objectivement nécessaire des rapports de forces sociaux et des niveaux de conscience actuels* », le texte propose un programme de transition écologique car « *Ce fossé ne peut être comblé que par les luttes concrètes des exploité-e-s et des opprimé-e-s pour défendre à la fois leurs conditions d'existence et leur environnement.* »

Ce programme de transition écologique prend la forme d'une longue série de revendications qui pour le moins ne forment pas un tout homogène. Ces 26 points sont sur des registres très différents parce qu'ils reflètent une multitude de luttes et de revendications existant autour de la question écologique et qui sont menées sur des terrains et par des acteurs très différents.

Certains points comme « *réduire collectivement et radicalement le temps de travail sans perte de salaire, avec baisse des cadences de travail et embauche proportionnelle* » participent d'une démarche transitoire en faisant le lien entre les questions écologiques et des revendications immédiates du mouvement ouvrier et posent de fait la question de la remise en cause du droit de propriété capitaliste. Ils ancrent ainsi la lutte écologique dans la lutte des salariés. D'autres comme « *Mobiliser contre les projets extractivistes ainsi que contre les grands travaux inutiles* » sont directement l'expression des revendications apparues dans des mobilisations environnementales dont nous

sommes partie prenante, parfois victorieuses comme à Notre Dame des Landes. Mais beaucoup sont sur un autre terrain comme « *Désinvestir des énergies fossiles* » et s'apparentent plus à des vœux pieux dont ne sait pas vraiment qui devrait les mettre en application... Cette revendication est par exemple partie d'un mouvement d'Universités américaines, d'organisations religieuses et de fondations privées philanthropiques, et est aujourd'hui reprise par de grandes villes comme Londres, San Francisco, Genève, Paris...

Dans le même ordre d'idée, « *Respecter les engagements concernant le Fonds vert* » semblent s'adresser aux États ou aux grandes conférences internationales qui se succèdent depuis 20 ans, s'agit-il de faire pression sur eux ? D'autres enfin ressemblent plus à une injonction destinée aux consommateurs ... « *Abolir l'élevage industriel. Réduire fortement la production/consommation de viande* » ou « *interdire la publicité et recycler, réutiliser, réduire : refuser le modèle consumériste, gaspilleur, énergivore imposé par le capital* »

Le problème posé par cette longue liste est qu'on ne sait finalement pas à qui elle s'adresse et il est bien difficile d'y trouver une cohérence politique pour s'en servir comme d'un outil pour renforcer la conscience de classe de ceux qui s'éveillent à la lutte contre le capitalisme à travers la révolte contre les ravages environnementaux. Car ce n'est pas tant un programme de transition qu'une liste hétéroclite rassemblant les revendications des différentes mobilisations existantes sans chercher à leur donner un contenu social. Donner la cohérence nécessaire à toutes ces mobilisations nécessite de formuler une politique de classe, révolutionnaire, indépendante. Nous avons besoin d'un programme transitoire intégrant la question écologique, c'est-à-dire partant de revendications concrètes, formulées du point de vue de la classe ouvrière, pour montrer que leur résolution implique une remise en cause de la propriété privée bourgeoise et de ce qu'elle entraîne, les lois du marché, la course aux profits, la mise en concurrence, l'impossibilité de toute organisation rationnelle de l'économie du point de vue des peuples et de l'environnement.

Affirmer une politique indépendante pour la classe ouvrière

La théorisation de la participation aux luttes concrètes écologiques sans chercher à leur donner un contenu de classe, se traduit finalement dans la deuxième partie du texte, par la recherche d'autres acteurs que la classe ouvrière pour mener ce combat, et à discuter des rôles respectifs du mouvement ouvrier, des mouvements paysans et indigènes, des mouvements des femmes dans les luttes écologiques.

Le texte pointe avec raison le réformisme des directions des organisations syndicales : « *Les directions majoritaires du mouvement syndical sont favorables à la collaboration de classe avec le soi-disant projet de «capitalisme vert». Elles ont l'illusion que la transition capitaliste, si elle est bien*

négociée, réduira massivement le chômage en relançant la croissance grâce à une production «verte». »

Mais il ne faut pas confondre la classe ouvrière et ses organisations aujourd'hui complètement intégrées au capitalisme. La classe ouvrière est plus nombreuse et forte que jamais à l'échelle de la planète, et du fait de son rôle dans l'économie capitaliste mondialisée, elle reste la force sociale porteuse d'une autre organisation sociale. Or les camarades ont tendance à théoriser le fait que d'autres forces sociales et politiques sont plus portées à lutter sur le terrain écologique que la classe ouvrière.

Ainsi avec cette volonté de trouver de nouveaux « sujets » pour la lutte, les camarades écrivent : « *Dans le monde entier, les paysans, les paysans sans terre et les ouvriers agricoles constituent le secteur social le plus massivement engagé dans la lutte environnementale en général, climatique en particulier.* » et « *A la différence des salarié-e-s, les petits paysans ne sont pas incorporé-e-s au capital. Quoique la production pour le marché tende à leur imposer des objectifs et des méthodes productivistes, ils/elles gardent aussi la mentalité de l'artisan soucieux de faire « de la belle ouvrage (...) Leur lutte est objectivement anticapitaliste. »*

De même, les camarades en viennent à idéaliser le rôle d'avant-garde d'autres mobilisations notamment celles des peuples premiers : « *Par cette lutte, les peuples premiers protègent et font connaître leur cosmogonie, qui est une richesse précieuse pour l'ensemble de l'humanité et une source d'inspiration pour l'écosocialisme. Face au capitalisme qui tente de les écraser et d'approprier leurs ressources et leurs savoirs, ces peuples jouent un rôle d'avant-garde dans la lutte pour une société écologiquement soutenable.*»

Et cela les conduit aussi à se tourner vers des mouvements beaucoup plus institutionnels : « *Le mouvement pour le désinvestissement des énergies fossiles et le mouvement des villes en transition doit être soutenu activement.* »

En cherchant d'autres forces politiques pour mener ce combat, les camarades font de la lutte environnementale et des luttes sociales, deux réalités différentes voire opposées, ce qui les conduit à écrire : « *La nécessaire convergence des luttes sociales et environnementales ne vise pas un rassemblement sur un compromis stable entre l'environnement et le social. C'est un processus dynamique de clarification, de recomposition et de radicalisation. Un tel processus implique de multiples conflits entre secteurs sociaux, en particulier des conflits avec des secteurs du mouvement ouvrier qui pratiquent la collaboration de classe avec le productivisme. (...) Dans un conflit entre des secteurs sociaux engagés pour l'environnement et des secteurs du mouvement ouvrier alignés sur le productivisme et le protectionnisme, nous défendons les premiers tout en essayant de convaincre les travailleurs de changer leur position.* »

A l'inverse, loin d'opposer les deux, nous nous inscrivons dans la tradition du courant socialiste révolutionnaire, communiste, en affirmant que la classe des salariés est capable de rassembler, d'unifier l'ensemble de ces combats

parce qu'elle est porteuse d'une autre organisation sociale reposant sur la remise en cause de la propriété privée, pour la défense des intérêts du plus grand nombre. Et c'est bien à nous, anticapitalistes et révolutionnaires, de porter cette perspective que le mouvement ouvrier a abandonnée depuis longtemps.

De multiples luttes concrètes de résistance se développent à travers le monde contre les ravages environnementaux provoqués par la mondialisation capitaliste : contre de grands projets d'infrastructures ne répondant pas à de réels besoins sociaux, contre la mainmise des multinationales sur les terres pour des projets d'extractions minières ; contre les projets du capitalisme vert qui sont en réalité avant tout des opérations spéculatives. Nous sommes solidaires de tous ces combats mais sans en surestimer le poids, sans croire que les luttes des peuples indigènes ou plus généralement les mouvements de résistances locales pourront se substituer à la lutte d'ensemble du monde du travail contre le pouvoir des multinationales et des États à leur service.

L'urgence d'une transformation révolutionnaire de la société ou l'illusion d'un gouvernement écosocialiste

Le programme de transition écologique développé par le texte de la commission écologie définit une orientation politique pour une lutte environnementale indépendante voire à côté du mouvement de la classe des salariés. Il n'est donc pas étonnant que la seule perspective à laquelle il puisse aboutir est l'émergence d'une alternative politique... gouvernementale, en clair d'un gouvernement écosocialiste. Les camarades écrivent ainsi : « *Gagner le mouvement ouvrier et les autres mouvements sociaux à la lutte pour un programme de transition écosocialiste n'est réalisable en définitive que par l'émergence d'alternatives politiques, qui se fixent l'objectif de prendre le pouvoir gouvernemental pour mettre en œuvre un plan global de réformes de structures anticapitalistes satisfaisant à la fois les besoins sociaux et les contraintes environnementales.* »

Comment les camarades envisagent-ils la mise en place de tel gouvernement écosocialiste, dans quel cadre, avec quelle dynamique, en s'appuyant sur quelle force sociale, avec quel contenu de classe ?

Est-ce que cela ne revient pas à entretenir à nouveau l'éternelle illusion qu'un gouvernement capable de s'opposer à la crise écologique et donc capable de réguler la marche du capitalisme, pourrait sortir du simple jeu électoral institutionnel, sans poser la question en termes de rapport de force entre les classes.

La perspective est comme suspendue en l'air quand les camarades écrivent : « *La constitution d'un gouvernement écosocialiste qui rompt avec le capitalisme en s'appuyant sur la mobilisation sociale est la clé de voûte d'un programme d'urgence écosocialiste.* » Et l'ambiguïté est d'autant plus grande que d'autres part les camarades écrivent qu'ils trouvent « *déplorable que les gouvernements latino-amé-*

ricains dits « progressistes » n'aient pas investi les revenus de l'exploitation fossile dans des plans de transition sociale et écologique ... » « déplorables » ? Mais pouvait-on attendre autre chose de ces gouvernements qui certes ont développé tout un discours démagogique sur le socialisme du XXI^e siècle mais qui n'ont jamais rompu avec le capitalisme, ni même remis en cause le pillage de leurs ressources naturelles ? Il serait important de faire un bilan critique de ces gouvernements latino-américains comme autant d'impasses politiques, de faux espoirs pour la lutte et l'émancipation des peuples.

Le raisonnement global du texte, même s'il réaffirme la nécessité d'en finir avec le capitalisme, condition pour une planification socialiste de l'économie, n'inscrit pas le combat écologique comme partie intégrante dans la lutte des classes. Il vise plutôt à s'adresser aux différents courants de l'écologie politique, quitte à venir sur leur terrain et à entretenir, de fait, l'illusion dans la possibilité de réguler le capitalisme, d'enrayer la « *catastrophe imminente* » par un jeu gouvernemental institutionnel.

En finir avec la propriété privée capitaliste

Il n'y a pas d'issue à la crise climatique sans bouleversement du mode de production, ce qui implique une remise en cause de la propriété capitaliste. Contrairement au raisonnement des camarades, il n'y a pas de raccourci pour « *redonner de l'espoir* » et c'est bien toute l'évolution sociale qui conduit à cette remise en cause du capitalisme, qui la rend nécessaire et possible.

Avoir pleinement conscience des enjeux inédits liés à la crise écologique et climatique participe de cette compréhension du stade actuel du développement capitaliste et de ses contradictions. En finir avec le capitalisme est nécessaire parce que dans son cadre il n'y a pas de solutions à la crise écologique, d'autant que le développement des sciences et des techniques à l'échelle de la planète rend possible une autre organisation sociale, le socialisme.

De par les enjeux planétaires des problèmes à résoudre, la question écologique ne peut avoir d'issue locale. Elle nécessite une lutte internationale, dépassant les cadres nationaux et redonne ainsi toute son actualité aux idées internationalistes du mouvement ouvrier, socialiste, communiste. Il nous faut réaffirmer le fait que par-delà les frontières, l'ensemble des travailleurs ont des intérêts communs à défendre, y compris pour la protection de leur environnement de vie, et qu'ils ne pourront compter que sur eux-mêmes car ils sont les seuls à pouvoir défendre l'intérêt général jusqu'au bout contre les égoïsmes de classe d'une minorité.

La question écologique est devenue une question sociale et politique car dans le cadre du développement capitaliste régi par les lois aveugles du marché, l'Humanité est incapable de maîtriser les conséquences à long terme de ses activités. Pour échapper à cette contradiction, elle doit se hisser consciemment à un niveau supérieur d'organisation sociale lui permettant d'utiliser toutes les connaissances scientifiques et techniques pour planifier démocratique-

ment et rationnellement la production et les échanges à l'échelle de la planète.

Définir clairement les enjeux de ce combat, c'est prendre conscience que le combat écologique n'est pas une sphère autonome dégagée de la lutte des classes, cela passe par retrouver toute la jeunesse et la radicalité de la critique que Marx a faite du capitalisme, en la débarrassant des caricatures stalinienne et nationaliste du « socialisme réel ». Cette réappropriation de la critique de Marx doit être enrichie des données scientifiques de l'écologie, ce qui est à l'opposé de son affadissement en allant sur le

terrain de l'écologie politique, de la critique du productivisme et de la société de consommation, qui en retire tout contenu de classe. La question écologique est un appui fondamental pour reconstruire une conscience de classe, la conscience de la possibilité et de la nécessité d'en finir avec la propriété capitaliste pour permettre aux hommes de se réapproprier les fruits de leur travail, de sortir de la division de l'humanité en classes et ainsi de construire une société où l'humanité se réconciliera avec elle-même et la nature.

Bruno Bajou